

Groupe de subdivisions AUBE – Haute-MARNE

2^{ème} Subdivision de la Haute-Marne

Affaire suivie par Catherine Hiernaux

1, boulevard Thiers - 52 000 Chaumont

☎ - 03.25.32.08.02 📠 - 03.25.32.57.52

✉ : catherine.hiernaux@industrie.gouv.fr

Chaumont, le 28 septembre 2004

Réf : SHM2/CH/04/437

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

AU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE

Objet : Proposition de mesures conservatoires
Sté CLAS galvoplast à FRONCLES

I. SITUATION ADMINISTRATIVE :

La sté CLAS Galvoplast exploite à Froncles des installations de traitements de surfaces (environ 65 m3 de bains) destinés à la métallisation des surfaces plastiques. L'atelier de traitements de surfaces se situe dans le centre de la commune de Froncles.

La sté CLAS ne dispose pas actuellement d'un arrêté préfectoral compte tenu du bénéfice de l'antériorité des différentes déclarations faites à la création de l'entreprise et ultérieurement.

Le site existant depuis 1950, et qui emploie 35 personnes, est équipé depuis 1975 d'une station de traitement physico-chimique des effluents liquides. Les rejets traités transitent par le réseau communal pluvial avant rejet dans la rivière Marne.

Suite à un arrêté préfectoral du 22 novembre 1999 mettant en demeure la société de déposer sous deux mois un dossier de régularisation administrative de ses installations de traitements de surfaces suite aux modifications successives de ses installations, plusieurs dossiers ont été déposés en ce sens en préfecture et jugés incomplets ; le dernier dossier a été déposé le 6 mai 2004 en préfecture.

II. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL :

Une action de l'inspection a été engagée sur ce site au regard :

- de son activité de traitements de surfaces d'un volume de bains supérieur à 50 m3, qui le classe dans les établissements prioritaires régionaux, et ceci en accord avec les thèmes d'actions nationales de l'inspection,
- de diverses enquêtes menées sur la recherche de l'origine de pollutions successives de 2001 à 2003 par du nickel dans les boues de la station communale de Froncles.

2.1 – Problème de nickel dans les boues communales :

Les teneurs relevées dans les boues de la station communale et qui ont conduit à leur non valorisation agricole, étaient les suivantes : 982 mg/kg en mai 2001 – 765 mg/kg en juin 2001 – 761 mg/kg en mars 2002 – 577 mg/kg en mars 2003 pour une valeur limite fixée à 200 mg/kg par l'arrêté ministériel du 8/1/98 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées.

Visite d'inspection du 28 juin 2002 : cette visite n'avait mis en évidence aucun dysfonctionnement apparent des installations pouvant donner lieu à des rejets dans le réseau d'assainissement de la commune.

Il est à noter que les flux de nickel rejetés en sortie de la station de traitement industrielle exploitée par la sté Clas sont les suivants :

Nickel	Rejets traités Clas sortie station industrielle				Arrêté ministériel du 26/9/85
	Concentration en mg/l		Flux en kg/j		Concentration limite en mg/l
	Moyenne annuelle	Maximale journalière relevée	Moyenne annuelle	Maximale Journalière relevée	5 mg/l
2003	1,8	4,7	0,38	1	
2004	1,3	3,3	0,33	0,8	

Ces rejets, bien que traités conformément à l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surfaces, peuvent en cas de transit même partiel par la station communale de Froncles polluer les boues de cette station ; en mars 2002, les 300 m3 de boues correspondant à 6 mois de production de boues de la commune étaient polluées à 761 mg/kg de Ni et contenaient en fait, selon l'inspection, 1kg à 1,5 kg de nickel.

L'inspection avait donc informé l'exploitant dès le 16 juillet 2002 lors d'une réunion en mairie de Froncles de ses responsabilités quant au fait de devoir s'assurer du bon acheminement de ses rejets traités vers la Marne.

Le 7 octobre 2003, l'inspection confirmait à la sté Clas ce point et demandait des compléments au dossier de demande en autorisation déposé en août 2003, mentionnant « l'absence de convention de rejet des eaux industrielles traitées dans le réseau communal pluvial et le manque d'éléments permettant de garantir le bon acheminement de ces rejets vers l'exutoire, la Marne, en toutes conditions météorologiques ».

Une enquête a été menée parallèlement par la gendarmerie suite à dépôt de plainte contre X par M. le maire de Froncles en mai 2002 et mars 2003 pour pollution au nickel des boues de la station communale.

L'avis de l'inspection, exprimé dès son rapport à M. le Préfet du 22 juillet 2002, rejoint les termes de la synthèse de l'enquête de gendarmerie menée dans le cadre de la plainte précitée et communiquée à l'inspection en mars 2004 ; cette synthèse fait état des points suivants :

- "Il semblerait que la pollution au nickel est beaucoup plus importante au moment des crues de la Marne,

- Lors des crues, la mise en pression des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées ne permettent pas une évacuation normale du nickel rejeté par l'usine Clas.
- Il est impossible de déterminer avec certitude si l'usine Clas est responsable de cette pollution, cependant il est établi que c'est la seule entreprise à utiliser du nickel en quantité importante pour son activité".

Par courrier du 7 avril 2004 adressé à l'inspection, l'exploitant nous a informé avoir pris la décision de réaliser une canalisation directe acheminant ses effluents traités vers la Marne sans transiter par le réseau communal, cet engagement ayant été repris dans le dossier de demande en autorisation déposé le 6 mai 2004.

Visite d'inspection du 28 mai 2004 :

L'inspection a constaté que les rejets traités transitaient toujours par le réseau communal pluvial de la commune. L'exploitant a indiqué avoir établi des contacts avec un maître d'œuvre et les autorités compétentes pour définir les contraintes administratives et techniques liées au projet de canalisation. Une copie d'un devis de travaux du 17 mai 2004 de l'entreprise Boureau de 90 000 euros TTC a été présenté à l'inspection.

A ce jour, l'exploitant a établi une proposition de convention qui est en cours d'examen par la municipalité avant signature.

Le délai de réalisation des travaux, après obtention des autorisations nécessaires qui relèveraient selon l'exploitant de la compétence de la municipalité et des services du conseil général, serait évalué de l'ordre d'un mois ½.

Proposition :

L'inspection propose de prescrire la réalisation de cette canalisation par voie d'arrêté complémentaire selon un délai fixé au plus tard le 30 novembre 2004.

2.2 - Etude de sols :

Lors de sa visite d'inspection du 28 mai 2004, l'inspection a examiné les conditions de mise en rétention des produits liés aux traitements de surfaces.

Les stockages de produits sont effectués en rétention

L'atelier de production dispose de 3 fosses destinées à recevoir 3 types d'effluents différents (cuivriques, nickel et chromiques) pour un volume total de 13 m³ ; une capacité supplémentaire de 45 m³ déportée sur le site de la station de traitement complète le volume de rétention du site ; les eaux de lavage de sols et égouttures éventuelles sont dirigées par des caniveaux vers la station de traitement.

A la station de traitement, les stockages d'acide et soude sont implantés en rétention (fosse maçonnée) ; les autres cuves réceptionnant les effluents à traiter ou en cours de traitement dans la station de traitement sont situées dans une rétention dont on ne peut vérifier l'étanchéité, un lit de graviers bloquant les cuves en fond de fosse ; ces fosses datent de la conception de la station de traitement (année 1975) ; les effluents à traiter sont acheminés sous fourreau à 1 m de profondeur, de l'atelier vers la station de traitement.

L'inspection a constaté que ce site dont l'implantation des premières chaînes de traitement remonte à 1968, a fait l'objet de travaux récents pour sécuriser l'exploitation du site.

Rappel sur les différents investissements réalisés sur le site depuis 2000 :

Des travaux visant à une meilleure prise en compte de l'environnement ont été menés sur le site depuis 2000 pour un montant de plus de 400 000 € (insonorisation compresseur et chaufferie – suppression refroidissement en circuit ouvert – laveur de gaz pour ammoniac – trappes de désenfumage – rétention station et emballages vides – disconnecteur – rinçages cascades et économiseurs d'eau – préleveur automatique à la station – filtre à sables – remise à pH finale – spectrophotomètre d'absorption).

Pour 2003/2004, sont prévus des investissements par la pose de nouveaux ventilateurs (réduction bruit), de paratonnerre et parafoudres et l'évacuation des eaux de la station en direct.

Proposition :

La circulaire du 3 avril 1996 relative à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité, prévoit que le préfet peut prescrire par voie d'arrêté complémentaire la remise de ce type d'études pour certaines activités :

- soumises à autorisation,
- relevant de certains secteurs, dont l'industrie du traitement de surface,
- exerçant une activité ayant potentiellement pu conduire à une pollution des sols.

Ce type d'études a déjà été demandé pour des sites exploitant ou ayant exploité une activité de traitements de surfaces en Haute-Marne : Tréfilac à Manois – Forges de Froncles – Vallourec précision étirage à Rachecourt.

L'inspection propose, compte tenu de l'ancienneté de l'implantation des premières chaînes de traitements de surfaces, qui ont pu donner lieu par le passé à des pollutions accidentelles des sols et du contexte environnemental actuel, de demander par voie d'arrêté complémentaire la remise d'une étude de sols sur l'ensemble du site (atelier et site station et environnement proche pour les zones où l'atelier est situé en limite de propriété).

2.3 - Autosurveillance des rejets :

La société Clas réalise des mesures d'autosurveillance en sortie station de traitement sur un échantillon représentatif journalier prélevé proportionnellement au débit pour les paramètres suivants :

- en continu : pH - débit
- journalier (en interne) : chrome hexavalent – nickel – cuivre – cyanures
- trimestriel (en laboratoire extérieur) : MES – DCO et les paramètres ci dessus

Ces dispositions vont au delà des contrôles hebdomadaires sur les métaux prescrits pour le nickel et le cuivre par l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surfaces.

Proposition :

Dans l'attente de la finalisation de la procédure réglementaire visant à la réactualisation des prescriptions réglementaires applicables au site, et face à l'absence d'arrêté préfectoral adapté au site, l'inspection propose d'encadrer par arrêté préfectoral de mesures conservatoires, les rejets de cet atelier dans le milieu naturel sur les points suivants :

- les concentrations limites (fixées à l'arrêté ministériel précité),

- le débit maximal des rejets en prenant en compte les capacités maximales de production du site notées dans le dossier de demande en autorisation en cours d'instruction,
- les modalités détaillées d'autosurveillance des rejets qui complètent les mesures existantes par un contrôle

III – CONCLUSION :

L'inspection propose donc à M le Préfet selon le projet joint au présent rapport, de prescrire à la société CLAS Galvaplast en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 relatif à la législation des installations classées et après avis du conseil départemental d'hygiène, les prescriptions suivantes :

- réalisation d'une canalisation directe d'amenée des effluents industriels vers le milieu naturel, avant le 30 novembre 2004,
- remise d'une étude de sols sous 4 mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral,
- encadrement des conditions de rejet des effluents traités dans l'attente des prescriptions définitives qui seront prescrites à l'issue de la procédure réglementaire d'autorisation, après enquêtes publiques et administratives.

L'inspecteur des installations classées

signé

Catherine HIERNAUX

Vu, adopté et transmis
à M le préfet du département de la Haute-Marne
Châlons en Champagne, le 30/09/04
Pour la directrice et par délégation,
Le chef du service régional de l'environnement industriel

Signé : Pascal PELINSKI